

- soutenir et outiller les groupes dans leurs démarches;
- proposer un cadre de référence au ministère de l'Éducation;
- négocier de nouveaux programmes de financement avec les ministères reliés au monde du travail (Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu, Industrie et Commerce...);
- faire valoir auprès des intervenantes et intervenants du monde du travail l'expertise de ses groupes.

L'alphabétisation populaire devrait rester à l'écoute pour pouvoir dépister les problèmes que suscitent chez les travailleuses et travailleurs les énormes vagues des nouvelles technologies, et tenter d'y apporter des solutions.

L'alphabétisation en milieu de travail, voilà un bateau à prendre. Mais il faut s'outiller pour tenir la mer, se préparer soigneusement, les cales bien remplies, avoir cartes et boussole sous la main, bien déterminer le cap...

Nous pourrions ainsi lever l'ancre vers de nouveaux horizons et toucher de nouveaux ports.

Pour ÉPAT, le voyage n'est pas encore terminé... Au moment d'écrire ces lignes, les ateliers n'ont pas recommencé aux Industries Harnois. Une mise en chômage provisoire des travailleurs est venue ralentir la démarche. Mais nous avons bon espoir car trois personnes demeurent prêtes à participer aux ateliers. Pour ce qui est du financement par la Commission de formation professionnelle, rien n'est moins certain. Avec trois participants, nous ne répondons pas à leurs exigences... Qu'à cela ne tienne, nous trouverons bien une solution, comme toujours!

«OHÉ DU NAVIRE, ÉPAT EST LÀ POUR RESTER...»



**les observations de Jean-Paul Hauteceur,
de l'Institut de l'Unesco pour l'éducation**

Le ministère de l'Éducation de l'Ontario organisait en février dernier une conférence d'envergure nationale sur «l'alphabétisation en milieu de travail/de la main-d'oeuvre»¹. C'était la première rencontre de cette ampleur au Canada, de par le nombre d'ateliers (45), de participantes et participants (près de 300) et de groupes professionnels réunis: patronat, syndicats, éducateurs, spécialistes des ressources humaines, gestionnaires gouvernementaux, chercheurs, décideurs, etc.

Cette conférence, parrainée par plusieurs ministères ontariens et par le Secrétariat national à l'alphabétisation, avait deux objectifs explicites :

- consolider le partenariat dans la formation de base en entreprise (directions d'entreprises, syndicats, organismes de formation, organismes gouvernementaux et communautaires);
- développer l'expertise, faciliter l'information et la communication parmi les professionnels de la formation de base en entreprise.

La question minoritaire

Cette conférence était essentiellement anglophone, avec toutefois une petite participation de Franco-Ontariens². Dans la conjoncture actuelle de décentralisation des services et des responsabilités de l'État ontarien, les francophones se retrouvent minorisés dans les organisations régionales et sectorielles et doivent recommencer les luttes que ces dernières avaient menées auprès du ministère de l'Éducation. L'alphabétisation en français est par ailleurs plus difficile à faire valoir auprès du patronat et même des syndicats, qui cherchent à résoudre le problème par des formations en langue seconde, l'anglais étant la langue de travail...

Des changements importants pour l'éducation

De grands changements bouleversent le milieu professionnel et idéologique de l'alphabétisation au contact du

monde industriel. Ce mouvement des formations de base en entreprise et des travailleuses et travailleurs est destiné à croître, à se diversifier, à expérimenter, à modifier beaucoup de pratiques antérieures en éducation des adultes.

Ces changements se font sous les signes majeurs de l'ouverture, du décloisonnement, de la communication, de la coopération, de la recherche et de l'expérimentation (volontaires ou forcés). Les interventions d'alphabétisation (rebaptisées souvent «de perfectionnement») sont à replacer dans un ensemble élargi de formations de base qui s'opèrent suivant des stratégies diverses (cultures, contextes différents) et qui répondent à des demandes et des objectifs multiples.

Les formations de base peuvent toucher tout le milieu de l'entreprise et pas seulement une partie de la main-d'oeuvre «à risque». Elles répondent essentiellement à cette nouvelle fonction d'adaptation et de participation aux changements radicaux qui touchent la plupart des milieux de production, de distribution, de services.

Les mots clés du «nouvel âge post-industriel» sont formation, productivité, communication, partenariat, mais aussi culture, multiculturalisme, style, sensibilité, participation, qualité, environnement, relations, responsabilités. Les résultats attendus des formations de base sont les suivants: technique, compétence, efficacité, mais aussi qualité, sensibilité, confiance, solidarité, participation. Le concept de qualité (de vie, de produit,

de relation...) change les impératifs de compétence et d'efficacité.

Entre les entreprises et les organismes traditionnels d'éducation s'insère de plus en plus la médiation d'organismes experts-conseils en communication, en relations de travail, en organisation industrielle, en formation. Les éducateurs doivent s'initier à des approches et des stratégies d'intervention qu'ils ne commandent plus mais à la définition desquelles ils ont intérêt à participer. D'autres rôles, d'autres expertises, d'autres fonctions leur sont ouverts.

Ces pratiques industrielles de la formation peuvent déborder du lieu et du milieu de travail pour toucher les familles des travailleuses et travailleurs, les communautés, les groupes hors d'emploi, les organisations qui interviennent traditionnellement en alphabétisation. Des approches holistiques de la formation sont en particulier soutenues par les syndicats qui développent en partenariat des stratégies différenciées de formation dans une perspective d'éducation permanente.

Évidemment, il y a des résistances à tous ces changements, notamment de la part des entreprises qui optent pour une sélection serrée de la main-d'oeuvre en évitant ainsi les investissements en formation de base. La conférence a surtout mis en scène les acteurs, les actes, les commentaires qui soutiennent et accompagnent ces changements en cours et les expériences de formation de base.

Autres questions

Les gouvernements et pouvoirs publics soutiennent ces changements, appuient ces expériences de formation, y participent. Dans quelle mesure? Suivant quelle logique et quelle responsabilité? Selon quelles priorités? Et jusqu'à quand? Le partenariat de l'État dans ces actions de formation en entreprise et formation de la main-d'oeuvre suscite des questions : fuite des responsabilités politiques, réduction des crédits? Ou décentralisation, support à l'innovation et déplacement de l'aide-assistance vers l'investissement productif, vers les secteurs les plus actifs?

Les actions de formation de base se dirigent aussi vers les ministères qui interviennent dans le monde du travail : santé, sécurité, environnement, citoyenneté... Les règlements, les stratégies, les outils d'information, de formation, de qualification sont questionnés suivant les critères de communicabilité, de lisibilité, de facilité d'accès. Là aussi, des changements ont lieu.

On dénonce les croyances aux vertus magiques de l'alphabétisation, qu'elles soient de droite ou de gauche : les effets directs sur l'emploi, sur la productivité, sur les relations sociales, l'insertion, la promotion sociale ou professionnelle, la participation politique, ou même l'aide dans la vie quotidienne... Les formations de base sont entrées dans le grand marché des formations et doivent s'adapter aux contextes des demandes de services où elles s'appliquent. Les

formations de base sont comprises à plus long terme comme des actions indispensables d'éducation permanente qui appellent de nombreuses collaborations selon un principe de solidarité. Ces deux discours sont ceux de l'entreprise d'une part, des syndicats, d'autre part. Ils cherchent à ne plus s'opposer, mais à devenir complémentaires.

On peut craindre une marginalisation des milieux traditionnels d'alphabétisation, en particulier les organisations communautaires intervenant en milieu défavorisé et d'exclusion sociale. L'approche «sociale» se trouve déclassée, comme tout ce qui touche au soutien du «pôle perdu» des sociétés duales. Le risque est évidemment de voir l'État se désengager des activités d'alphabétisation, beaucoup moins mobilisatrices, au profit des formations «rentables».

On fait savoir que le Canada investit beaucoup moins dans la formation en entreprise que les États-Unis et surtout l'Europe. Des pressions s'exercent pour que les États soutiennent plus activement ce secteur. En Ontario, les réorganisations administratives semblent aller dans le sens d'une intégration du secteur de l'alphabétisation dans les formations professionnelles...

Conclusion

C'était une conférence renouvelante, stimulante puisqu'elle ouvre beaucoup de perspectives de recherche et d'expérimentation en éducation des adultes. Elle a montré qu'un vaste décloisonnement du milieu de

l'alphabétisation est en cours, riche de possibilités d'innovations, d'investissements intellectuels et financiers. Elle a mis en lumière des risques sérieux de pertes pour les organisations qui ont fait de l'alphabétisation et de la lutte contre l'analphabétisme leur cheval de bataille et leur expertise.

Cette conférence a clairement montré que la dualisation sociale est aussi au coeur de la formation et de l'éducation. On présente souvent l'alphabétisation comme une occasion, une «deuxième chance» de passage de l'un à l'autre côté. Cette conférence n'a pas alimenté ce mythe, au contraire. D'un côté, les formations «qualifiantes», de l'autre désormais l'alphabétisation. Il reste à les repenser ensemble, dans des stratégies différentes mais complémentaires. Mais beaucoup de changements s'imposent, sont imposés...

1. *Workplace/Workforce Literacy, l'alphabétisation en milieu de travail/ de la main-d'oeuvre. Conférence organisée par le ministère de l'Éducation de l'Ontario les 12 et 13 février 1993 à Mississauga, en Ontario.*

2. *Une conférence sur le même thème en français avait précédemment été organisée en Ontario par les mouvements d'alphabétisation franco-ontariens, avec l'aide du ministère de l'Éducation de l'Ontario. Plus revendicative que placée sous le signe du partenariat, cette conférence recommandait la création de structures parallèles francophones dans le secteur de l'éducation des adultes et du développement socio-économique, ainsi qu'un financement adéquat par l'État.*